

Le “pacte” de Milquet inquiète le monde de l’école

- Les acteurs de l’école sont consultés cette semaine sur le futur Pacte d’excellence.

- Celui-ci vise à réformer l’école en profondeur pour les dix ans à venir.

- Un énorme chantier qui suscite pas mal d’interrogations.

Dix-huit mois pour réformer l’enseignement

Un an et demi. C’est le temps que la majorité PS-CDH se donne pour établir une réforme en profondeur de l’enseignement obligatoire.

Annoncé dans l’Accord de gouvernement en juillet, le “Pacte pour un enseignement d’excellence”, qui devra porter sur les dix années à venir (2015-2025), est décrit comme “une démarche transversale de renforcement ambitieux de la qualité de l’enseignement pour les quatre aspects essentiels du cadre scolaire, à savoir les acteurs scolaires, les élèves, les contenus de l’enseignement et, enfin, l’organisation et les ressources”.

A l’origine du Pacte? Un constat: “Malgré un financement au-delà de la moyenne européenne et des avancées importantes en matière de maîtrise des savoirs de base et de lutte contre le re-

doublement, la qualité de notre enseignement reste encore insuffisante”, peut-on lire dans la note préparatoire du Pacte.

Pour mettre en œuvre cette vaste réforme, la ministre de l’Enseignement table avant tout sur “un processus participatif de qualité construit avec les acteurs de terrain”. Et c’est peu dire que Joëlle Milquet (CDH) a brassé très large: pouvoirs organisateurs, syndicats, parents, recteurs, représentants des fédérations d’entreprise, OCDE,... Nombre de ces partenaires sont reçus cette semaine au cabinet afin d’exposer leurs remarques, questions, etc. (lire ci-contre).

Ensuite, dès le 14 janvier, seront mis sur pied deux organes – un comité d’accompagnement et un groupe central – chargés du suivi et de l’élaboration du Pacte, qui, pour l’heure, reste très nébuleux puisqu’aucune mesure concrète n’a encore été proposée.

De janvier 2015 à mi-avril 2016, quatre phases de travail se succéderont, chacune dédiée à “une mission” particulière (état des lieux de la situation actuelle, actions pour renforcer la qualité de l’enseignement,...), avant l’adoption du Pacte par l’exécutif en 2016 et sa mise en œuvre concrète d’ici à 2025.

Timing serré, financement du Pacte... les acteurs de l'école (s')interrogent

Depuis lundi, la ministre de l'Éducation (CDH) reçoit les différents acteurs de l'enseignement appelés à construire le "Pacte pour un enseignement d'excellence". Quelles sont leurs premières réactions? "La Libre" a pris le pouls auprès de quelques-uns d'entre eux.

1 Les pouvoirs organisateurs. Pour Etienne Michel, directeur général du Secrétariat général de l'enseignement catholique (Segec), la note présentée est "un travail sérieux, documenté et élaboré". Il pointe d'ailleurs plusieurs éléments positifs. Ainsi, en matière de gouvernance, le futur Pacte prévoit "un pilotage par l'évaluation des résultats ainsi qu'un recentrage de l'inspection sur des fonctions d'audit". Il souligne également "la reconnaissance des difficultés spécifiques du métier d'enseignant dans les écoles qui scolarisent les publics les plus défavorisés". En revanche, M. Michel s'interroge sur la composition des organes de gouvernance du Pacte (NdLR: le comité d'accompagnement et le groupe central). "Selon nous, la composition de ces organes devrait mieux tenir compte des responsabilités exercées par les différents partenaires." De même, "l'intention de la ministre est de financer en partie le Pacte par une optimisation des frais de fonctionnement", poursuit M. Michel. Il faudra dès lors tenir compte des différences de financement assez considérables qui existent entre les réseaux et les niveaux d'enseignement".

Roberto Galluccio, administrateur-délégué du CPEONS (Conseil des PO de l'enseignement officiel subventionné), déclare, lui, "ne pas être opposé au principe de mettre en place un Pacte pour une école d'excellence". Il enchaîne: "La ministre prend comme point de départ le décret Missions de

1997. Après 18 ans d'application, je pense qu'il faut effectivement évaluer ce qui est encore toujours d'actualité et ce qui doit évoluer vers ce qu'elle appelle l'école du XXI^e siècle". Par contre, "si la note est intéressante, estime M. Galluccio, elle condense pas mal de lieux communs, avec des points faibles très apparents, entre autres sur son approche de la qualité". Ainsi, "la qualité apparaît parfois jusqu'à cinq-six fois par page, ce qui devient un leitmotiv un peu agaçant car on a l'impression qu'elle met tout à la sauce "qualité". Sa note doit donc être complétée par une définition de ce qu'elle entend par "qualité"".

2 Les syndicats. "La note sur le Pacte présente des objectifs très ambitieux et balaise très large, commente, pour sa part, Pascal Chardome, président de la CGSP-Enseignement. On ne va pas s'en plaindre, mais ce qui nous inquiète un peu plus, c'est que le timing est très serré: renouveler la totalité du système éducatif en quelques mois, ce n'est pas évident". Il reprend: "A ce stade, je ne rejette rien, mais le gros danger selon nous, est que "Qui trop embrasse, mal étreint", c'est-à-dire qu'on n'ira pas vraiment au fond des choses. A un moment donné, il faudra peut-être faire un échéancier avec des priorités".

3 Les parents. "Les constats concernant notre enseignement sont largement partagés, rappelle Joëlle Lacroix, secrétaire générale de la Fapeo (parents de l'enseignement officiel). Nous attendons donc de pouvoir participer à un travail de réforme plus collégial et participatif". Elle continue: "Nous ne nous attendons pas à de gros

changements structurels vu le contexte financier, mais, à un moment donné, il faut arrêter la machine et l'examiner".

4 La Plateforme de lutte contre l'échec scolaire. Peu avant les élections de juin dernier, la Plateforme a lancé un "Appel au débat en vue d'une refondation de l'École". Le lancement d'un Pacte d'excellence réjouit-il dès lors la Plateforme? "C'est un concept très différent, répond Sandrine Grosjean, membre de CGÉ (Changements pour l'égalité) qui participe à la Plateforme, car il y a des indices qui nous laissent penser que cette école d'excellence correspond davantage à la description que le bureau de consultance McKinsey en fait... Nous craignons donc une dérive vers l'adéquationnisme école-entreprise". Elle conclut: "Nous n'avons donc pas de grandes raisons d'espérer que ce Pacte permettra une vraie transformation de l'école, mais, en même temps, il faut lui donner sa chance".

5 Les entreprises. "Je n'ai que des espoirs à formuler par rapport au Pacte, dit Olivier Remels, secrétaire général de la Fondation pour l'enseignement, en espérant que dans la volonté d'amener davantage d'excellence, on puisse mettre les moyens nécessaires". Quant au rôle de l'entreprise par rapport à l'école, il insiste: "il faut cesser d'opposer l'école et l'entreprise. L'entreprise n'a pas l'objectif de prendre le rôle de l'école. Elle apporte quelque chose de simple: la possibilité de travailler un jour".

St. Bo.

"Si la note est intéressante, elle condense pas mal de lieux communs."

ROBERTO GALLUCCIO
(CPEONS)

“Le Pacte d’excellence n’a aucun souffle”

Entretien **Stéphanie Bocart**

Bernard Delvaux est sociologue et membre du Groupe de recherche interdisciplinaire sur la socialisation, l’éducation et la formation (Girsef) de l’UCL. Il a accepté d’analyser le lancement du “Pacte pour un enseignement d’excellence”.

Joëlle Milquet (CDH) a initié cette semaine une série de consultations des partenaires amenés à prendre part au Pacte d’excellence. Quelle est votre première réaction ?

Je conteste toute la charge du sens du mot “excellence” qui est connoté et souvent lié à des noms comme “performance”, “qualité”, etc. Il y a donc un double problème avec ce terme. Primo, il provient essentiellement du dictionnaire économique, il est lié aux notions de management, de compétition... et, donc, il donne un ton à la note. Secundo, il ne dit pas les objectifs, c’est-à-dire: “En quoi veut-on être excellent ?” Ce que je reproche au Pacte tel qu’il est actuellement, c’est que l’on dit que les acteurs partagent un même diagnostic (Ndlr: la qualité de notre enseignement n’est pas encore satisfaisante) et un accord sur les finalités à poursuivre. Or, sur ce dernier point au moins, ce n’est pas exact! En ne mettant pas en avant un adjectif qui donne plus le sens de l’horizon à poursuivre, on fait comme s’il n’y avait pas de débat à avoir sur les finalités. Or, selon moi, c’est ce débat-là qu’il faudrait en premier lieu. A savoir: “Que veut-on former comme jeunes et pour quelle société ?” Mais ce n’est pas dit, ce qui signifie que, globalement, ce qui s’impose, ce sont les

finalités telles que celles proposées par l’OCDE à travers les évaluations Pisa.

Qu’est-ce qui vous amène à affirmer cela ?

Et bien, d’une part, ce n’est pas pour rien que l’initiateur de ce Pacte est le bureau de consultance McKinsey. D’autre part, pour l’instant, dans la composition du comité d’accompagnement, on accorde beaucoup de place aux personnes du monde socio-économique, c’est-à-dire au patronat. Si on regarde le décret

Missions, on est d’abord et avant tout dans une promotion de l’objectif de “fabriquer” des jeunes capables d’être des travailleurs efficaces, entrepreneurs, etc. Le décret Missions comporte d’autres volets, mais qui, ici, sont nettement moins mis en avant.

Est-ce que ce choix va dans le bon sens ?

Dans le contexte sociétal actuel, ce qui devrait être l’un des objectifs principaux de l’enseignement, c’est l’émancipation des individus. Si le Pacte s’intitulait “Pacte pour un enseignement émancipateur”, ce serait plus clair et cela donnerait une tout autre tonalité: faire de nos élèves des citoyens, des individus capables de faire des choix autonomes, d’être créatifs, etc. dans une société plus démocratique, solidaire... Or, le ton donné maintenant est celui d’un enseignement au service de la compétition dans un monde globalisé.

Pour financer le Pacte, la ministre compte, entre autres, sur la création d’un Fonds pour l’éducation, soit de l’argent privé qui financerait l’enseignement public. Cela vous inquiète-t-il ?

Oui! Car le Pacte se veut un processus démocratique. Cela m’inquiète qu’un tel processus ne soit pas mis en place de manière assez transparente. On sait qu’il y a la patte de McKinsey, mais McKinsey n’apparaît pas explicitement comme l’un des principaux concepteurs de la note de départ du Pacte. Pour l’instant, à quinze jours de l’ouverture officielle du processus du Pacte, on sent bien qu’il y a encore des marges d’évolution qui feront que, peut-être, la ministre, en fonction des remarques et questions qu’elle reçoit lors de ses consultations, va modifier – et je l’espère – de manière significative son dispositif et le ton. Car si on veut que les acteurs s’impliquent, il faut, au départ, un texte qui ait du souffle. Or, pour moi, le texte qui est là n’a aucun souffle: il ne mobilise pas les acteurs et ne cerne pas une série d’enjeux. De même, de nombreux partenaires plaignent pour que la ministre s’autonomise beaucoup plus par rapport au discours initial porté par McKinsey. Et il le faut vraiment si on veut rassurer les acteurs et les mobiliser dans un processus qui a du sens pour eux.

“Cela m’inquiète qu’un tel processus ne soit pas mis en place de manière assez”

B. DELVAUX (UCL)